



Division des droits des Palestiniens

Janvier 2005
Volume XXVIII, Bulletin N° 1

Bulletin

Mesures prises par les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales concernant la question de Palestine

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Le Secrétaire général gravement préoccupé par la mort de civils palestiniens	3
II. Le Secrétaire général se félicite de la tenue de l'élection présidentielle palestinienne	3
III. Le Secrétaire général adresse à l'Assemblée générale une lettre concernant l'établissement d'un registre des dommages causés du fait de la construction du mur de séparation	4
IV. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques fait un exposé au Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.	7
V. Le Conseil de sécurité accueille avec satisfaction l'élection présidentielle palestinienne	8
VI. Le Secrétaire général condamne l'attaque armée lancée par des Palestiniens	9
VII. Réunion à Paris d'un groupe d'experts sur le patrimoine culturel de Jérusalem	9

Pour obtenir le présent numéro du Bulletin et les numéros antérieurs sous forme électronique, se raccorder au Système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine (UNISPAL) en tapant <<http://domino.un.org/UNISPAL.nsf>> ou par Internet <[http:// www.un.org/Depts/dpa/qpal/pub_bltm.htm](http://www.un.org/Depts/dpa/qpal/pub_bltm.htm)>.

I. Le Secrétaire général gravement préoccupé par la mort de civils palestiniens

Le 4 janvier 2005, le porte-parole du Secrétaire général Kofi Annan a communiqué la déclaration suivante (SG/SM/9665) :

Le Secrétaire général est gravement préoccupé par la mort d'au moins sept civils palestiniens et les blessures causées à d'autres civils du fait des opérations menées en début de journée par les Forces de défense israéliennes dans le nord de la bande de Gaza. Il est particulièrement troublé d'apprendre qu'au moins cinq victimes étaient âgées de moins de 18 ans. Les opérations militaires israéliennes font suite à une recrudescence des attaques à la roquette Qassam par des militants palestiniens.

Le Secrétaire général réitère son appel aux deux parties pour qu'elles respectent leurs obligations en vertu du droit international et, en particulier, qu'elles assurent la protection de la population civile. Le Secrétaire général souligne qu'il est de la plus haute importance de faire preuve de responsabilité et d'un maximum de retenue au cours de cette période critique qui précède les élections présidentielles palestiniennes du 9 janvier.

II. Le Secrétaire général se félicite de la tenue de l'élection présidentielle palestinienne

Dans une déclaration publiée le 10 janvier 2005, le Secrétaire général s'est félicité de la tenue, le 9 janvier 2005, de l'élection présidentielle palestinienne (SG/SM/9668) :

Le Secrétaire général se réjouit des résultats de l'élection présidentielle palestinienne, qu'il a qualifiée d'étape importante de ce qui constitue une transition démocratique historique dans le territoire palestinien occupé. Il est particulièrement heureux d'apprendre que l'élection s'est déroulée dans un climat politique compétitif mais néanmoins pacifique.

Le Secrétaire général félicite le Président Mahmoud Abbas en sa qualité de représentant du peuple palestinien. Il félicite aussi la Commission électorale centrale de l'Autorité palestinienne d'avoir organisé des élections crédibles et véritables dans des conditions difficiles.

L'attachement du peuple palestinien à la démocratie et à ses institutions est un fondement solide sur lequel le Président Abbas pourra s'appuyer. Le Secrétaire général attend avec impatience de travailler avec le nouveau Président de l'Autorité palestinienne à la mise en œuvre de la Feuille de route et à l'édification d'un État palestinien indépendant et viable.

III. Le Secrétaire général adresse à l'Assemblée générale une lettre concernant l'établissement d'un registre des dommages causés du fait de la construction du mur de séparation

Le 11 janvier 2005, le Secrétaire général a adressé au Président de l'Assemblée générale une lettre portant sur l'établissement d'un registre des dommages causés du fait de l'édification par Israël d'un mur en Cisjordanie (A/ES-10/294).

Lettre datée du 11 janvier 2005, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général

Vous vous rappellerez que dans la résolution qu'elle a adoptée à sa dixième session extraordinaire d'urgence, l'Assemblée générale a pris acte de l'avis consultatif rendu le 9 juillet 2004 par la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé (A/ES-10/273 et Corr.1), y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est, et demandé que j'établisse « un registre des dommages causés à toutes les personnes physiques ou morales concernées, comme suite aux paragraphes 152 et 153 de l'avis consultatif ».

Dans son avis consultatif, le Cour internationale de Justice était parvenue à la conclusion que, par l'édification du mur dans le territoire palestinien occupé, Israël avait violé diverses obligations internationales lui incombant (par. 143) et que la construction du mur ayant nécessité la réquisition et la destruction d'habitations, de commerces et d'exploitations agricoles (par. 152), « Israël a l'obligation de réparer tous les dommages causés à toutes les personnes physiques ou morales concernées ». Au paragraphe 153 de son avis, la Cour a déclaré :

« Israël est en conséquence tenu de restituer les terres, les vergers, les oliveraies et les autres biens immobiliers saisis à toute personne physique ou morale en vue de l'édification du mur dans le territoire palestinien occupé. Au cas où une telle restitution s'avérerait matériellement impossible, Israël serait tenu de procéder à l'indemnisation des personnes en question pour le préjudice subi par elles. De l'avis de la Cour, Israël est également tenu d'indemniser, conformément aux règles du droit international applicables en la matière, toutes les personnes physiques ou morales qui auraient subi un préjudice matériel quelconque du fait de la construction de ce mur. »

On entend, à proprement parler, par registre des dommages, une liste ou un enregistrement sous forme documentaire. Un tel document ne peut certes pas voir le jour spontanément. Aussi faut-il mettre en place un mécanisme qui sera chargé d'ouvrir et de tenir ce registre. Le cadre juridique et institutionnel décrit ci-dessous prévoit un registre et le mécanisme pour sa mise en place : un bureau d'enregistrement.

I. But et nature juridique du Bureau d'enregistrement

1. L'enregistrement des dommages constitue un processus technique d'établissement des faits en vue de recenser et de consigner le fait même du dommage causé par l'édification du mur. Il suppose par conséquent la soumission de documents détaillés qui comprendront une déclaration décrivant le dommage et faisant état de sa recevabilité aux fins d'enregistrement et du rapport de cause à effet entre l'édification du mur et le dommage subi. Il est bien entendu que le Bureau d'enregistrement n'est pas un centre de compensation ni une instance de règlement des différends, pas plus qu'un organe judiciaire ou quasi judiciaire. L'acte d'enregistrement des dommages n'entraîne en soit aucune évaluation ou appréciation de la perte ou du dommage.

II. Structure et attributions du Bureau d'enregistrement

2. Le Bureau d'enregistrement se composera : a) d'un conseil dont les membres seront nommés par le Secrétaire général à titre personnel et qui exerceront leurs fonctions en toute indépendance; b) de juristes et d'experts spécialisés dans les affaires foncières et agricoles et, le cas échéant, dans tout autre domaine, nommés par le Conseil; ainsi que c) d'un petit secrétariat composé d'un personnel de soutien administratif et technique.

3. Le Conseil définira les règles applicables au travail du Bureau et assumera la responsabilité générale de l'ouverture et de la tenue du registre. Il déterminera les critères de recevabilité, les catégories de dommages et le processus d'enregistrement. Sur la recommandation des experts, le Conseil sera appelé à statuer en dernier ressort quand il s'agira de déterminer si tel ou tel dommage doit être consigné dans le registre. Le Conseil fera périodiquement rapport au Secrétaire général.

4. Sous l'autorité du Conseil, les experts examineront les demandes d'inscription au registre et traiteront de toute autre question qui leur sera confiée par le Conseil. Sur la base de ce qui précède, ils recommanderont ou non de consigner les dommages au registre.

5. Le secrétariat desservira les membres du Conseil et les experts. Il sera chargé de l'administration du Bureau et de l'établissement de la base de données.

III. Statut juridique du Bureau d'enregistrement

6. Le Bureau d'enregistrement sera un organe subsidiaire des Nations Unies, placé sous l'autorité du Secrétaire général. La Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies s'appliquera donc au Bureau, à ses locaux, à son matériel, à sa base de données et à son personnel. Les membres du secrétariat auront le statut de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies au sens des articles V et VII de la Convention et les membres du Conseil et les experts techniques celui d'experts en mission au sens de l'article VI de la Convention.

IV. Ressources nécessaires

7. Le Bureau aura besoin de ressources suffisantes pour s'acquitter de son mandat et de ses attributions d'ordre technique. En tant qu'organe subsidiaire des Nations Unies, il sera financé à l'aide de contributions. J'ai l'intention, le moment venu, de saisir à nouveau l'Assemblée générale des incidences financières de la création du Bureau.

V. Processus d'enregistrement

8. Pour mettre au point le processus d'enregistrement, les critères de recevabilité et les catégories de dommages, le Conseil sera guidé par les conclusions pertinentes de l'avis consultatif, les principes généraux du droit et, pour autant qu'ils s'appliquent, les principes d'une procédure régulière. Le registre sera mis à la disposition du public.

1. Recevabilité

9. Conformément à l'avis consultatif, les personnes physiques comme les personnes morales qui ont subi un préjudice matériel quelconque du fait de l'édification du mur ont droit à indemnisation. Elles sont donc habilitées à demander que les dommages qu'elles ont subis soient consignés dans le registre.

10. Conformément à l'avis consultatif, il doit s'agir de dommages matériels et un lien de cause à effet doit être établi entre l'édification du mur et le préjudice subi.

2. Catégories de dommages

11. Aux paragraphes 133 et 153 de son avis consultatif, la Cour internationale de Justice a décrit les types de dommages subis du fait de l'édification du mur, à savoir : destruction et réquisition de biens, saisie ou confiscation de terres, destruction de vergers, d'agrumeraies, d'oliveraies et de puits et saisie d'autres biens immobiliers. Qui plus est, les dommages matériels subis du fait de la construction du mur ne se limitent pas aux champs et aux cultures, mais se traduisent aussi par l'impossibilité d'accéder aux moyens de subsistance, aux centres urbains, aux lieux de travail, aux services de santé, aux établissements d'enseignement et aux principales sources d'eau dans les zones situées entre la Ligne verte et le mur lui-même. Les membres du Conseil développeront plus en détail les différents types de dommages de cette nature et leur recevabilité.

3. Vérification

12. Une décision sera prise à un stade ultérieur sur le point de savoir si, et quand, il y a lieu de s'engager dans un processus de vérification du fait même et de l'étendue des dommages.

VI. Durée de vie du Bureau d'enregistrement et du registre

13. a) Le Bureau demeurera en activité aussi longtemps que durera le processus d'enregistrement. Une fois celui-ci mené à son terme, le Bureau sera dissous;
- b) Le registre des dommages demeurera ouvert aussi longtemps que le mur existera dans le territoire palestinien occupé.

VII. Coopération avec le Gouvernement israélien

14. La création et le fonctionnement du Bureau dans le territoire palestinien occupé exigeront la coopération des autorités israéliennes; celles-ci devront accorder au Bureau, à ses locaux, à sa base de données et autres matériels, ainsi qu'à ses membres, les privilèges et immunités auxquels ils peuvent prétendre au titre de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Le Bureau aura aussi besoin de leur coopération pour s'acquitter plus facilement de sa tâche, notamment pour que ses membres et experts aient accès aux dossiers, aux autorités gouvernementales ou municipales, aux organisations ou institutions ou toutes autres personnes susceptibles d'apporter des renseignements qui pourraient aider le Bureau dans l'examen des documents qui lui seront soumis.

Je tiendrai l'Assemblée générale au courant des progrès réalisés dans la mise en place du Bureau d'enregistrement

(Signé) Kofi Annan

IV. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques fait un exposé au Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le 13 janvier 2005, M. Kieran Prendergast, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a fait devant le Conseil de sécurité un exposé sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. On trouvera ci-après un extrait de sa déclaration (S/PV.5111) :

J'ai énuméré les faits nouveaux encourageants survenus le mois dernier, ainsi que les difficultés rencontrées. Quelle est la meilleure façon pour nous d'aider les parties à avancer vers la paix et éviter les reculs douloureux et bien trop fréquents que nous avons connus par le passé? Pour agir efficacement, nous devons commencer par être clairs quant à nos propres priorités. Il est par ailleurs fondamental que nous travaillions tous de concert, guidés par le cadre défini par le Quatuor et la Feuille de route, comme cela a été convenu par les parties et le Conseil. Troisièmement, nous devons faire comprendre aux Israéliens et aux Palestiniens que les deux parties doivent prendre des mesures pour honorer leurs obligations au titre de la Feuille de route.

Les deux parties ont des mesures importantes à prendre. Les activités de colonisation israéliennes – notamment, la croissance naturelle des implantations – n'ont pas été gelées, comme Israël était tenu de le faire au titre de la Feuille de route. En 2004, d'après des informations récentes, le nombre de personnes vivant

dans les implantations de Cisjordanie et de la bande de Gaza a augmenté de 6 %. Même les implantations de la bande de Gaza, dont l'évacuation est planifiée, ont enregistré une augmentation de leur population de 7 %; trois d'entre elles ont enregistré des taux de croissance compris entre 21 et 29 % par rapport à l'année précédente. Du côté palestinien, nous voulons voir la mise en place d'institutions crédibles et réformées ayant un réel impact sur le plan des efforts que l'Autorité palestinienne déploie pour mettre fin à la violence et au terrorisme.

Dans cette phase de transition immédiate, il importe au plus haut point d'appuyer les efforts de réforme palestiniens, surtout dans les domaines de la sécurité et de la gouvernance, et de faire en sorte que l'Autorité palestinienne dispose d'une assise financière suffisante et puisse répondre aux besoins humanitaires de la population. À cet égard, nous nous félicitons de l'initiative du Premier Ministre Tony Blair de convoquer une réunion internationale qui, à notre sens, sera une occasion utile d'examiner les questions importantes qui figurent au rang des préoccupations de la nouvelle direction palestinienne. Cette initiative nous semble un pas important vers la mise en œuvre de la Feuille de route et la réalisation de tous ses objectifs.

Il est urgent aussi d'encourager les deux parties à reprendre les contacts et à préparer ensemble le retrait israélien de la bande de Gaza et de certaines parties de la Cisjordanie. La coordination entre les parties et l'appui actif de la communauté internationale seront nécessaires pour parvenir à un plan de désengagement réussi qui permette de progresser dans l'application de la Feuille de route et la reprise de négociations de paix complètes.

V. Le Conseil de sécurité accueille avec satisfaction l'élection présidentielle palestinienne

Le Conseil de sécurité s'est réuni le 13 janvier 2005 et a adopté la déclaration ci-après concernant l'élection présidentielle palestinienne du 9 janvier 2005 (S/PRST/2005/2)

Déclaration du Président du Conseil de sécurité

À la 5111^e séance du Conseil de sécurité, tenue le 13 janvier 2005, dans le cadre de l'examen par le Conseil de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne », le Président du Conseil de sécurité a fait la déclaration ci-après au nom du Conseil :

« Le Conseil de sécurité accueille avec satisfaction la tenue de l'élection présidentielle palestinienne le 9 janvier 2005. Il salue le caractère sérieux et régulier du vote et félicite le peuple palestinien, qui a montré son attachement à la démocratie en participant à l'élection dans des conditions difficiles. Le Conseil rend hommage à la Commission électorale centrale, qui a joué un rôle déterminant dans le bon déroulement de l'élection, et remercie les observateurs internationaux pour leur contribution et l'ONU pour son aide.

Le Conseil félicite le nouveau Président de l'Autorité palestinienne.

Le Conseil attend avec intérêt la tenue des élections législatives palestiniennes, qui auront lieu prochainement, et confirme qu'il aidera le peuple palestinien à avancer sur la voie de la démocratie.

Le Conseil de sécurité appuie l'Autorité palestinienne et son action en faveur du renforcement des institutions.

Le Conseil souligne combien il importe que la communauté internationale accroisse sans tarder son aide au peuple palestinien et à l'Autorité palestinienne.

Le Conseil de sécurité insiste sur la nécessité d'appliquer pleinement la Feuille de route établie par le Quatuor, telle qu'il l'a entérinée dans la résolution 1515 (2003), pour créer un État palestinien indépendant, viable, démocratique et souverain, vivant côte à côte avec Israël, dans la paix et la sécurité.

Le Conseil demande aux Israéliens et aux Palestiniens de relancer sincèrement le processus de paix et de progresser sur la voie d'une paix juste et durable dans la région. »

VI. Le Secrétaire général condamne l'attaque armée lancée par des Palestiniens

La déclaration ci-après concernant l'attaque armée lancée par des Palestiniens au point de passage d'Al-Muntar/Karni, entre la bande de Gaza et Israël, a été communiquée le 14 janvier 2005 par le porte-parole du Secrétaire général Kofi Annan (SG/SM/9676) :

Le Secrétaire général condamne l'attaque palestinienne, qui a causé la mort de six civils israéliens et en a blessé quatre autres hier soir, au point de passage de Karni, entre Israël et la bande de Gaza. Il adresse ses plus sincères condoléances aux familles des victimes.

Le Secrétaire général espère que ce terrible incident ne remettra pas en cause les récentes mesures positives prises par les deux parties. Il appelle également la nouvelle direction palestinienne à tout mettre en œuvre pour traduire en justice les organisateurs et les auteurs de cette attaque.

Le Secrétaire général souligne une nouvelle fois que la violence ne peut être une solution au conflit et que seule la négociation peut conduire à la paix.

VII. Réunion à Paris d'un groupe d'experts sur le patrimoine culturel de Jérusalem

La première réunion du Comité d'experts de l'UNESCO sur le patrimoine culturel de la vieille ville de Jérusalem s'est tenue au siège de l'Organisation, à Paris, le 26 janvier 2005. On trouvera ci-après des extraits de la déclaration liminaire de M. Koichiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO :

Plus que tout autre endroit au monde, Jérusalem incarne l'espoir et le rêve d'un dialogue entre les cultures, les civilisations et les traditions spirituelles, un dialogue grâce auquel peut s'épanouir la compréhension mutuelle entre les peuples.

L'engagement de créer les conditions d'un réel dialogue fondé sur le respect de valeurs partagées et sur la dignité propre à chaque civilisation et culture figure au cœur même de la mission de l'UNESCO.

Les enjeux sont considérables, non seulement pour le patrimoine culturel de la vieille ville mais aussi pour la cause du dialogue entre les peuples et les civilisations. J'espère sincèrement que l'UNESCO sera en mesure de réaffirmer que le patrimoine culturel de la vieille ville de Jérusalem représente bien une valeur partagée et que sa sauvegarde constitue une cause à laquelle les parties concernées sont disposées à se rallier, avec le plein soutien de la communauté internationale.

05-60460 (F) 121205 121205

0560460